



ifop

Le regard des Français sur le droit au bonheur

Sondage Ifop pour l'Humanité Magazine

Septembre 2023

l'Humanité
magazine

N° 120070

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Jean-Philippe Dubrulle / Gautier Jardon

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

A close-up photograph of a person's hand touching a tablet screen. The hand is in the foreground, and the tablet is on a light-colored surface. In the background, a pair of glasses is visible on a desk. The overall scene is brightly lit and focused on the interaction with the technology.

01

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

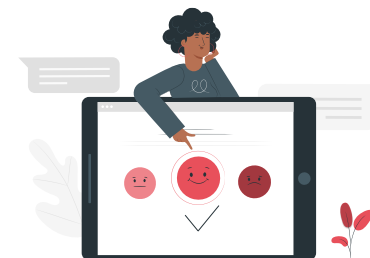
Etude réalisée par l'Ifop pour l'Humanité Magazine



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1000 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du **31 août au 1er septembre 2023**.

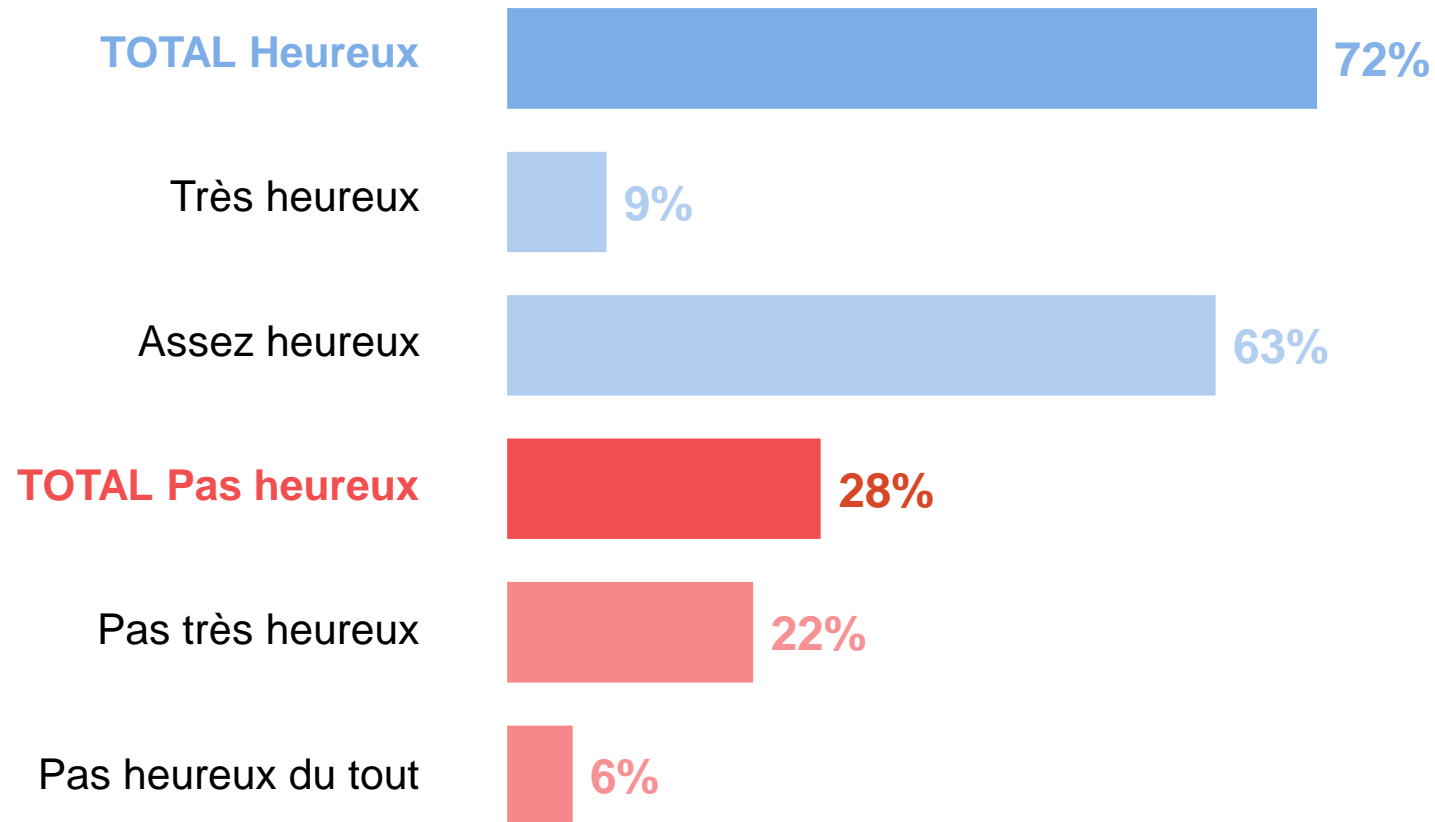


02

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Le sentiment d'être heureux (1/2)

QUESTION : Estimez-vous que vous êtes... ?

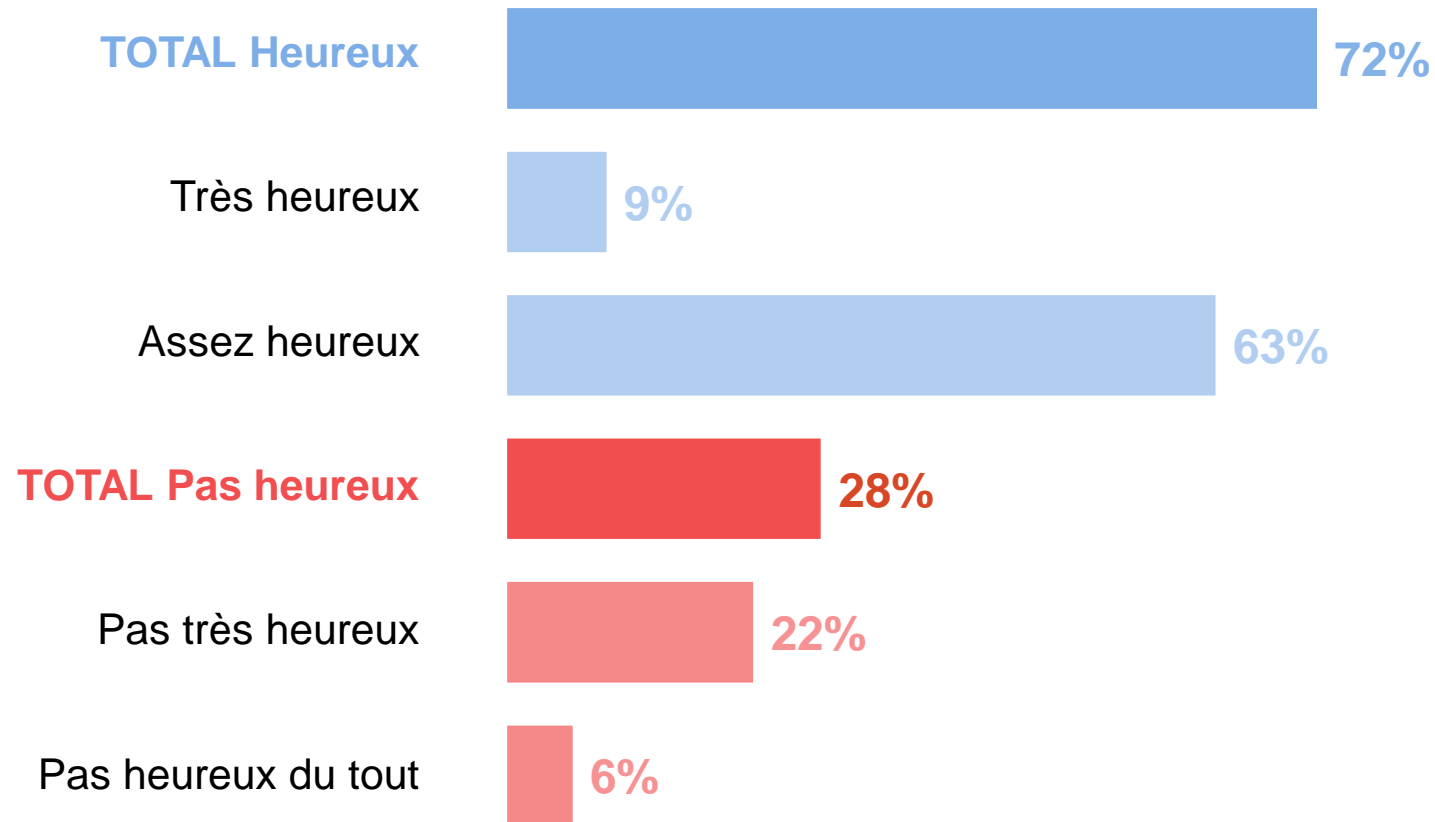


- ZOOM -
en fonction de la proximité politique

	La France insoumise	PCF	PS	Europe Écologie Les Verts	RE	les Républicains	Logo Flamme
TOTAL Heureux	77%	83%	80%	84%	82%	93%	61%
Très heureux	17%	9%	11%	8%	9%	13%	9%
Assez heureux	60%	74%	69%	76%	73%	79%	52%
TOTAL Pas heureux	23%	17%	20%	16%	18%	7%	39%
Pas très heureux	20%	5%	18%	16%	14%	7%	28%
Pas heureux du tout	3%	12%	2%	-	4%	-	11%

Le sentiment d'être heureux (2/2)

QUESTION : Estimez-vous que vous êtes... ?

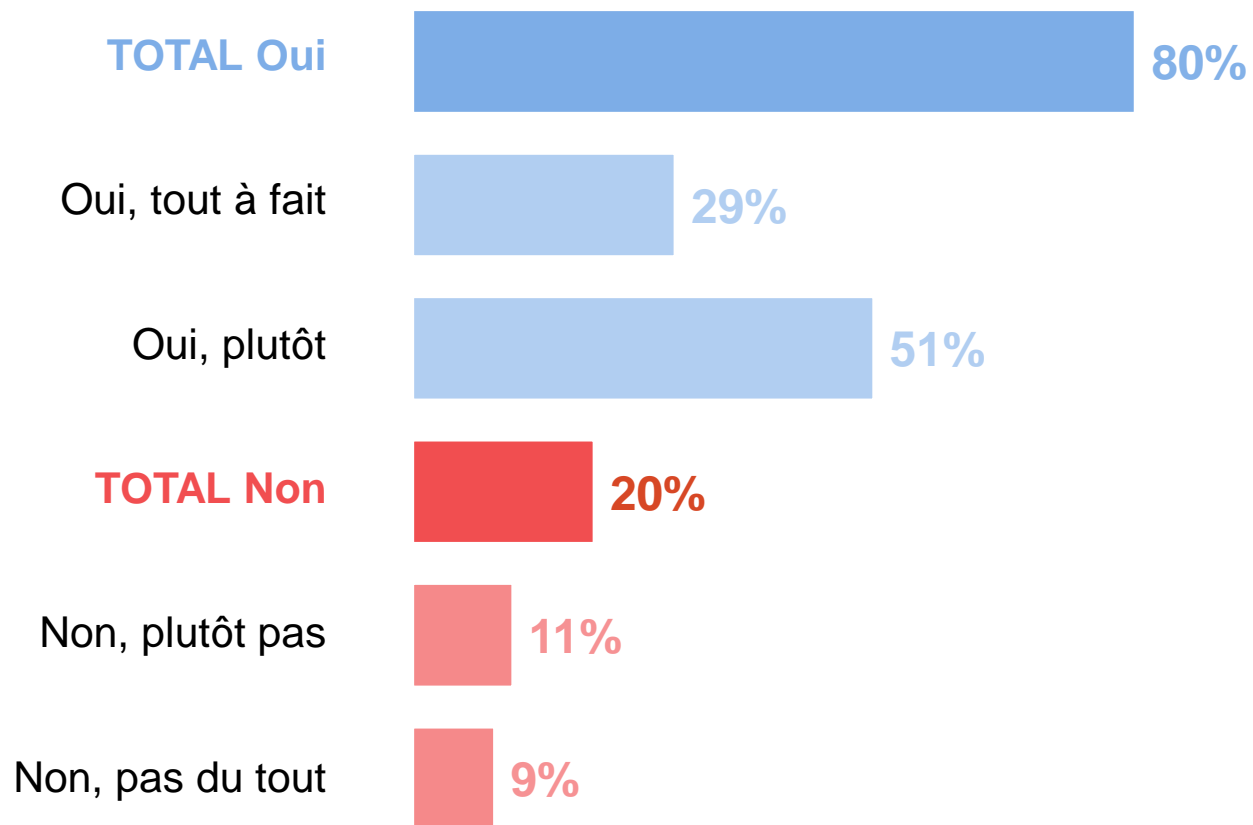


- ZOOM -
en fonction du revenu mensuel
(par personne au foyer)

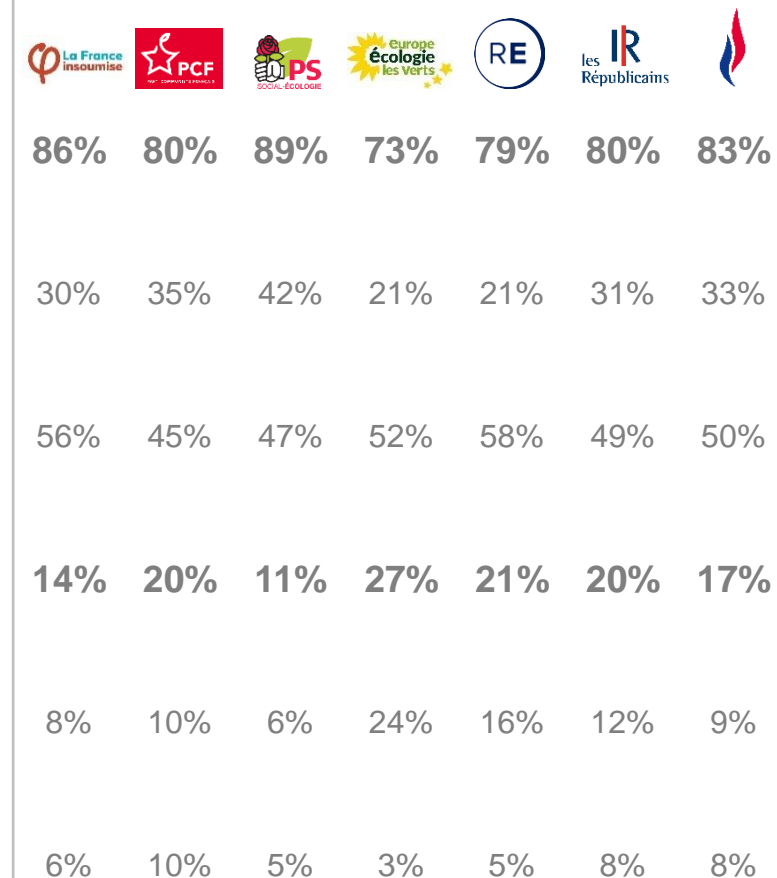
Cat. aisée (plus de 2 500 €)	Classe moyenne sup. (1 900 à 2 500 €)	Classe moyenne inf. (1 300 à 1 900 €)	Cat. modeste (900 à 1 300 €)	Cat. pauvre (moins de 900 €)
88%	80%	75%	65%	59%
24%	10%	10%	7%	6%
64%	70%	65%	58%	53%
12%	20%	25%	35%	41%
11%	17%	23%	30%	25%
1%	3%	2%	5%	16%

L'adhésion à un « droit au bonheur » (1/2)

QUESTION : Selon vous, devrait-il exister un « droit au bonheur » ?

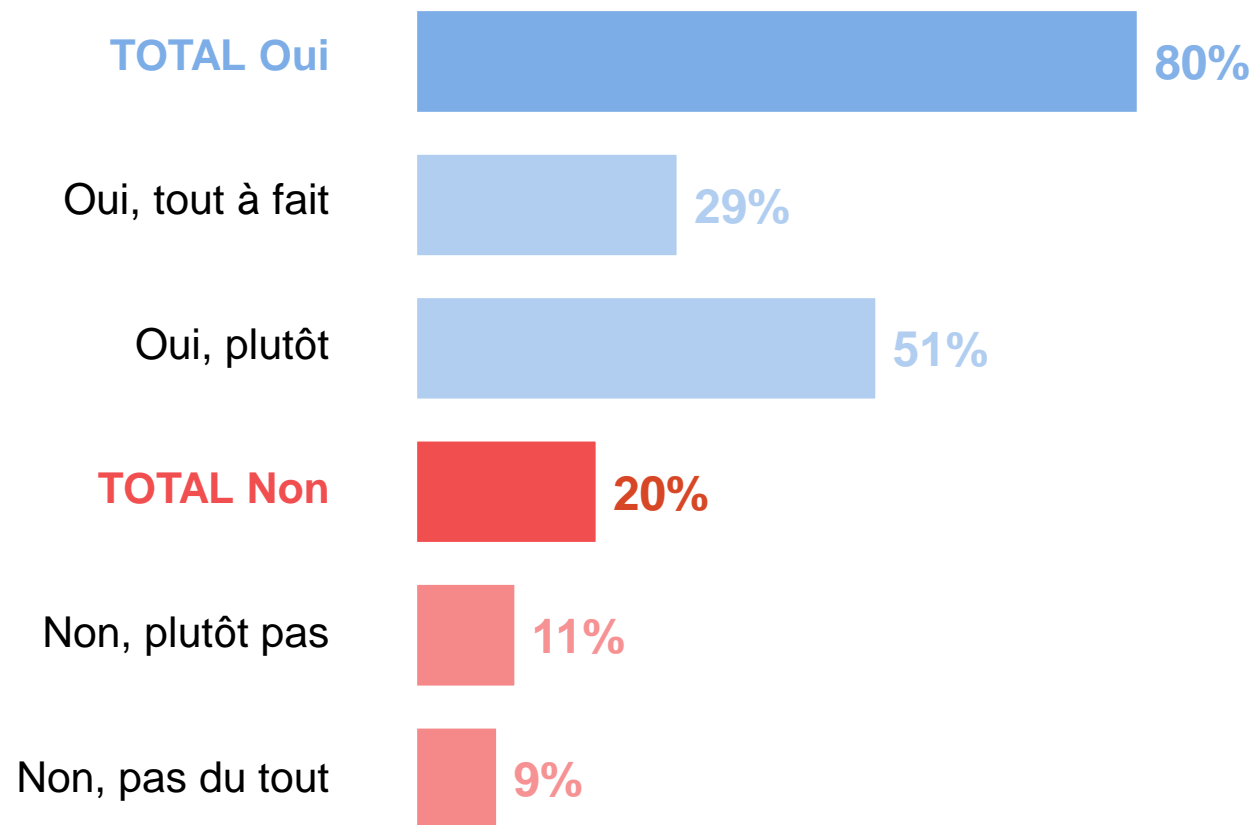


- ZOOM -
en fonction de la proximité politique



L'adhésion à un « droit au bonheur » (2/2)

QUESTION : Selon vous, devrait-il exister un « droit au bonheur » ?

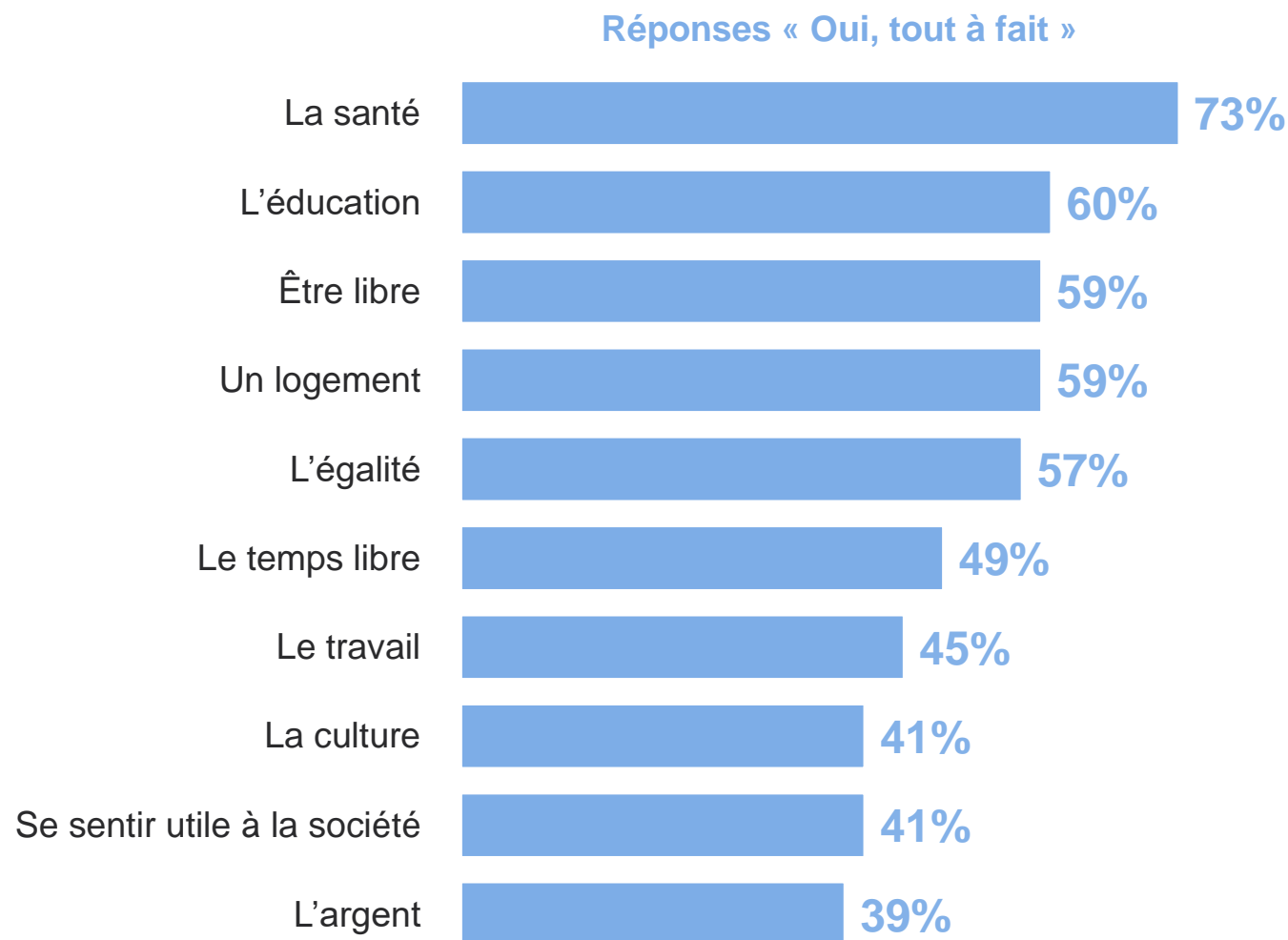


- ZOOM -
en fonction de la profession de l'interviewé

	Cadre et prof. int. sup.	Profession intermédiaire	Catégorie populaire	Retraités
TOTAL Oui	69%	74%	82%	84%
Oui, tout à fait	16%	28%	38%	25%
Oui, plutôt	53%	46%	44%	59%
TOTAL Non	31%	26%	18%	16%
Non, plutôt pas	19%	17%	7%	10%
Non, pas du tout	12%	9%	11%	6%

L'adhésion détaillée à différents éléments constitutifs d'un droit au bonheur (1/2)

QUESTION : Et plus précisément, un tel « droit au bonheur » devrait-il garantir à tous l'accès aux éléments suivants ?

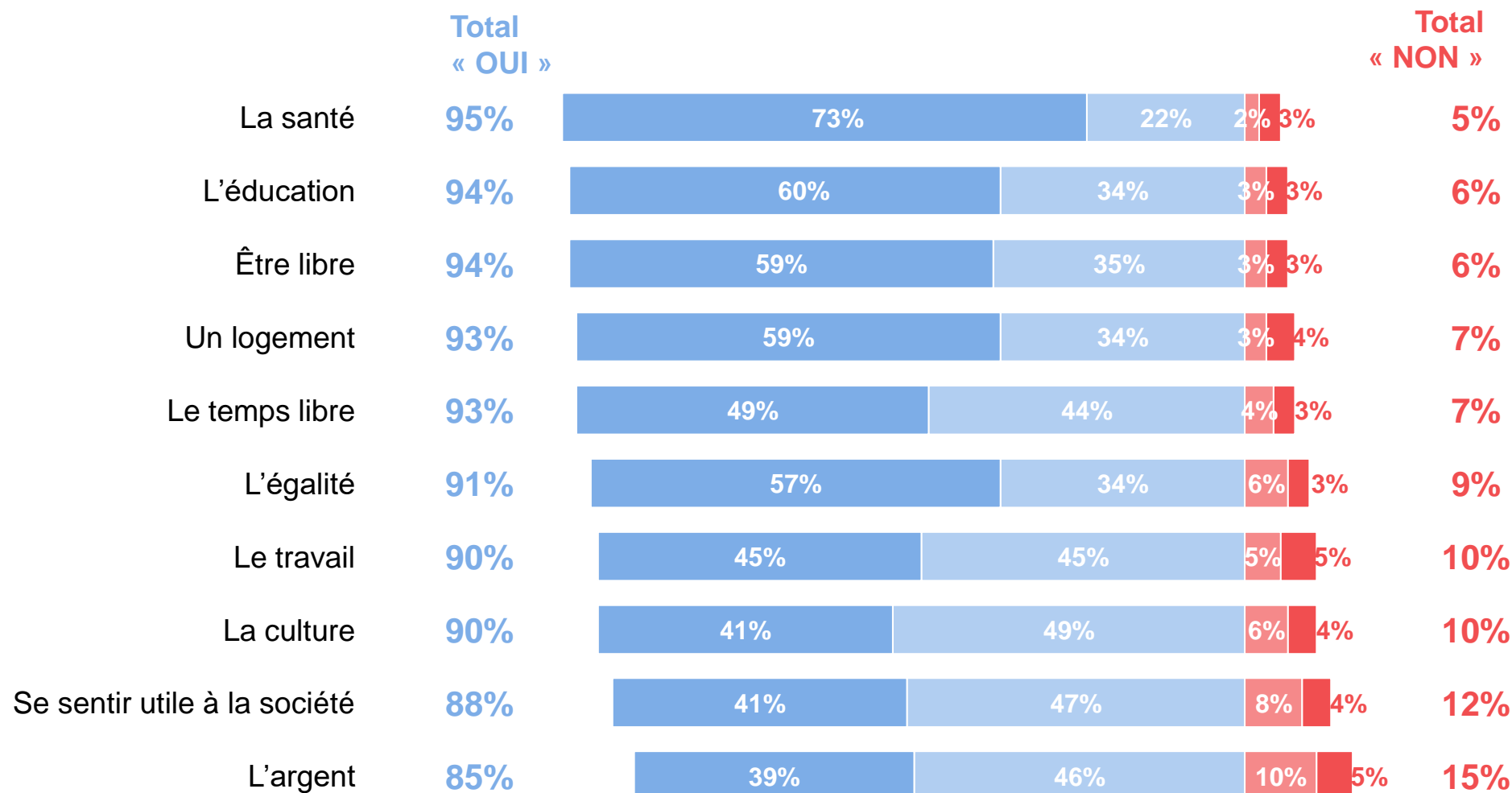


- ZOOM -
en fonction de la proximité politique



L'adhésion détaillée à différents éléments constitutifs d'un droit au bonheur (2/2)

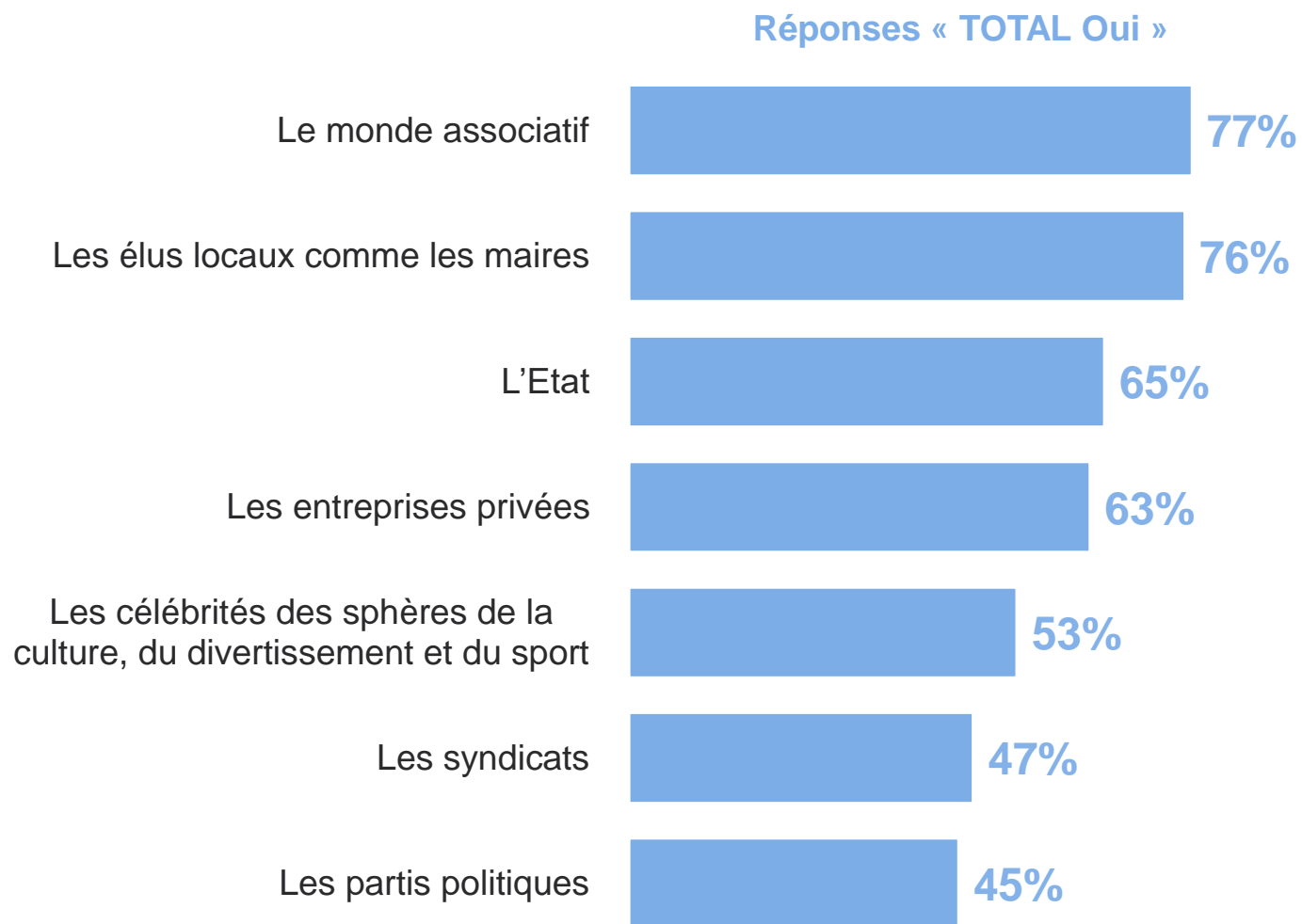
QUESTION : Et plus précisément, un tel « droit au bonheur » devrait-il garantir à tous l'accès aux éléments suivants ?



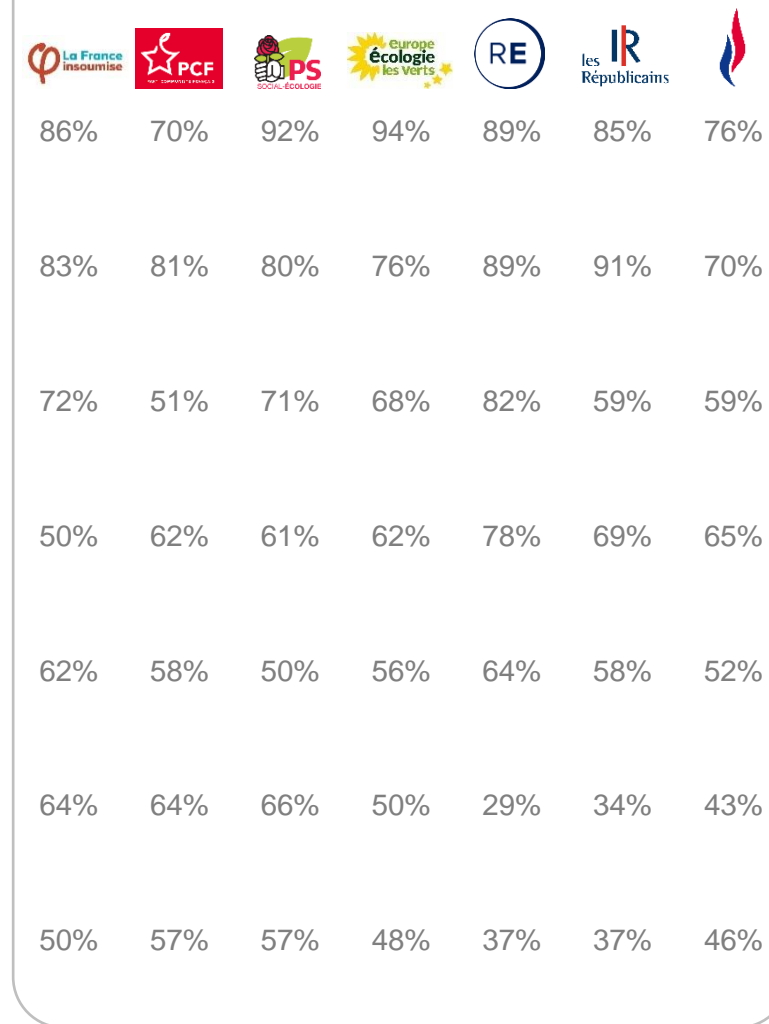
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

Le jugement sur la capacité de différents acteurs pour agir sur le bonheur des citoyens (1/2)

QUESTION : Selon vous, chacun des acteurs suivants peut-il agir sur le bonheur des citoyens ?

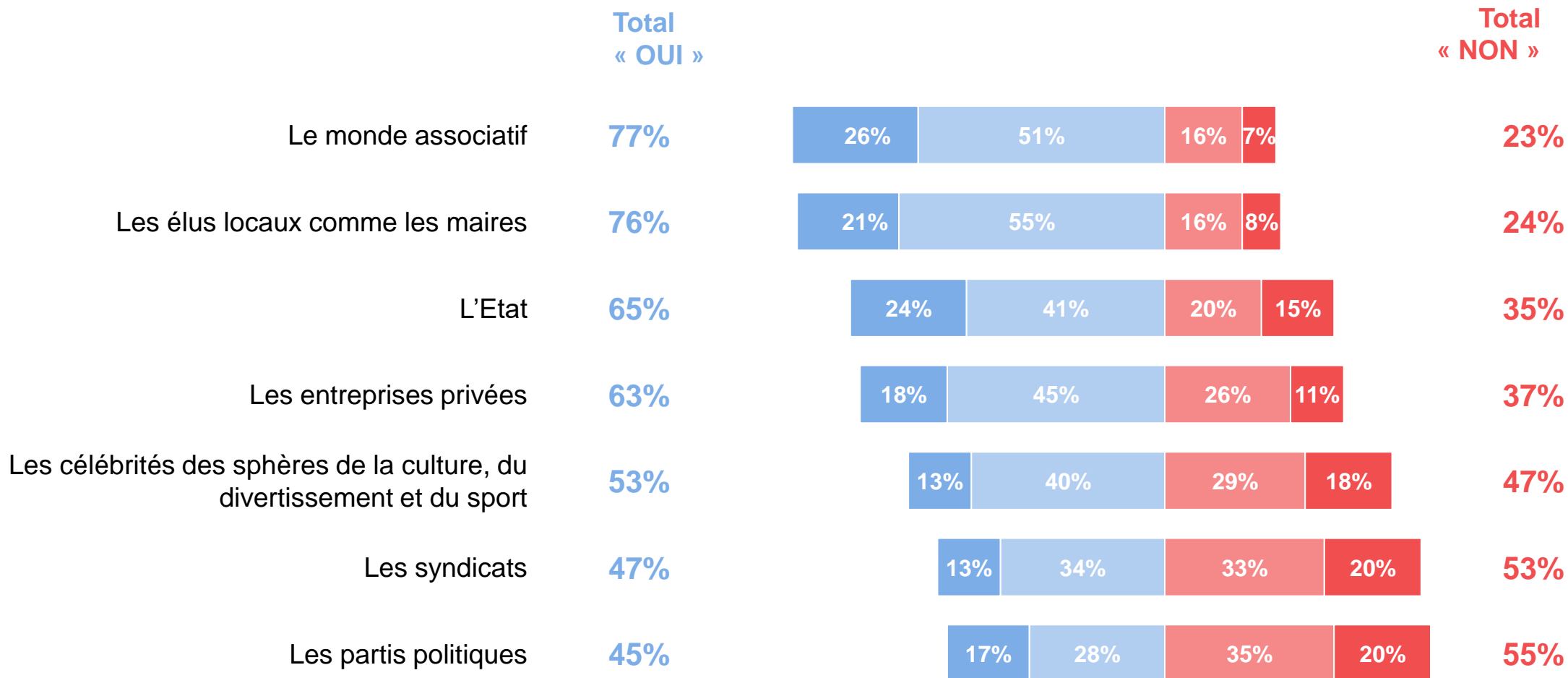


- ZOOM -
en fonction de la proximité politique



Le jugement sur la capacité de différents acteurs pour agir sur le bonheur des citoyens (2/2)

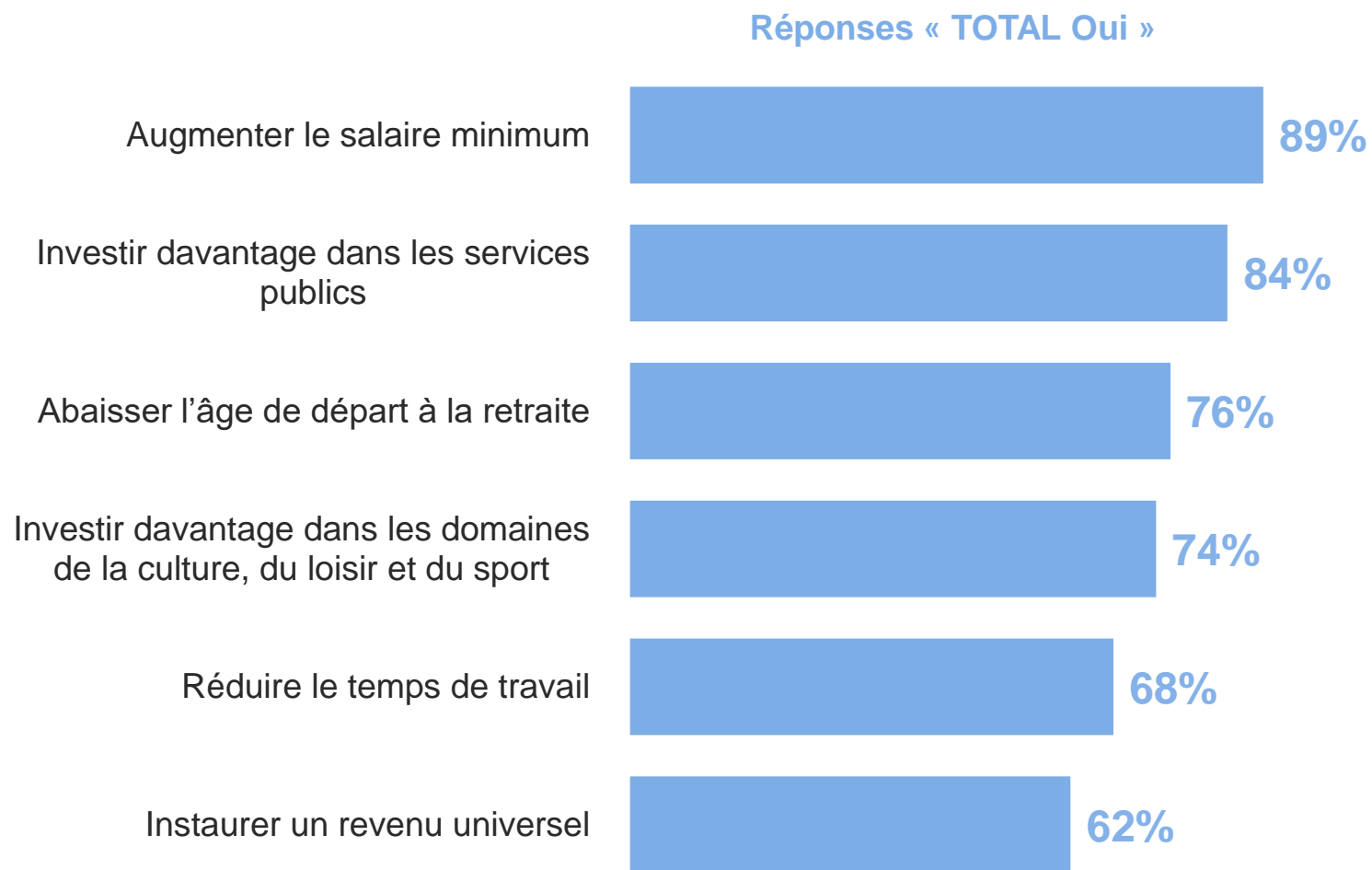
QUESTION : Selon vous, chacun des acteurs suivants peut-il agir sur le bonheur des citoyens ?



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

La perception de différentes mesures pour améliorer le niveau de bonheur des citoyens (1/2)

QUESTION : Selon vous, chacune des mesures suivantes qui pourrait être mise en place par l'Etat permettrait-elle d'améliorer le niveau de bonheur des citoyens ?

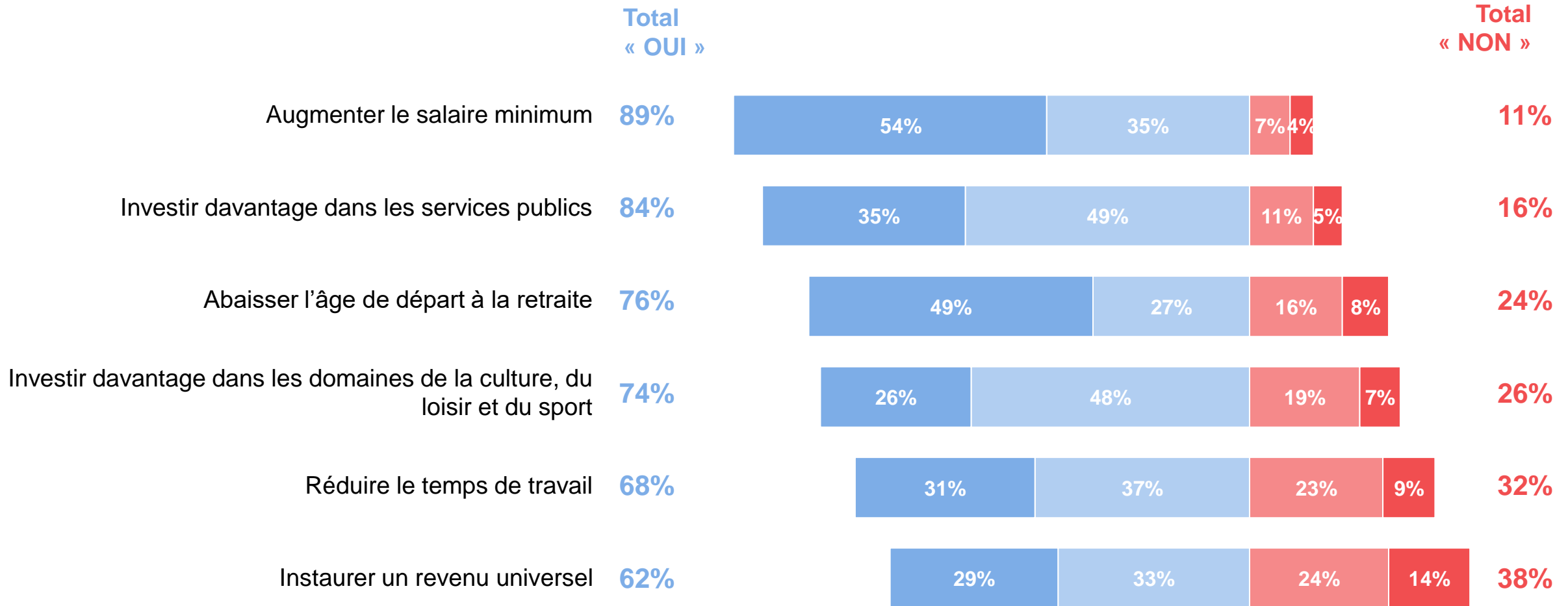


- ZOOM -
en fonction de la proximité politique



La perception de différentes mesures pour améliorer le niveau de bonheur des citoyens (2/2)

QUESTION : Selon vous, chacune des mesures suivantes qui pourrait être mise en place par l'Etat permettrait-elle d'améliorer le niveau de bonheur des citoyens ?

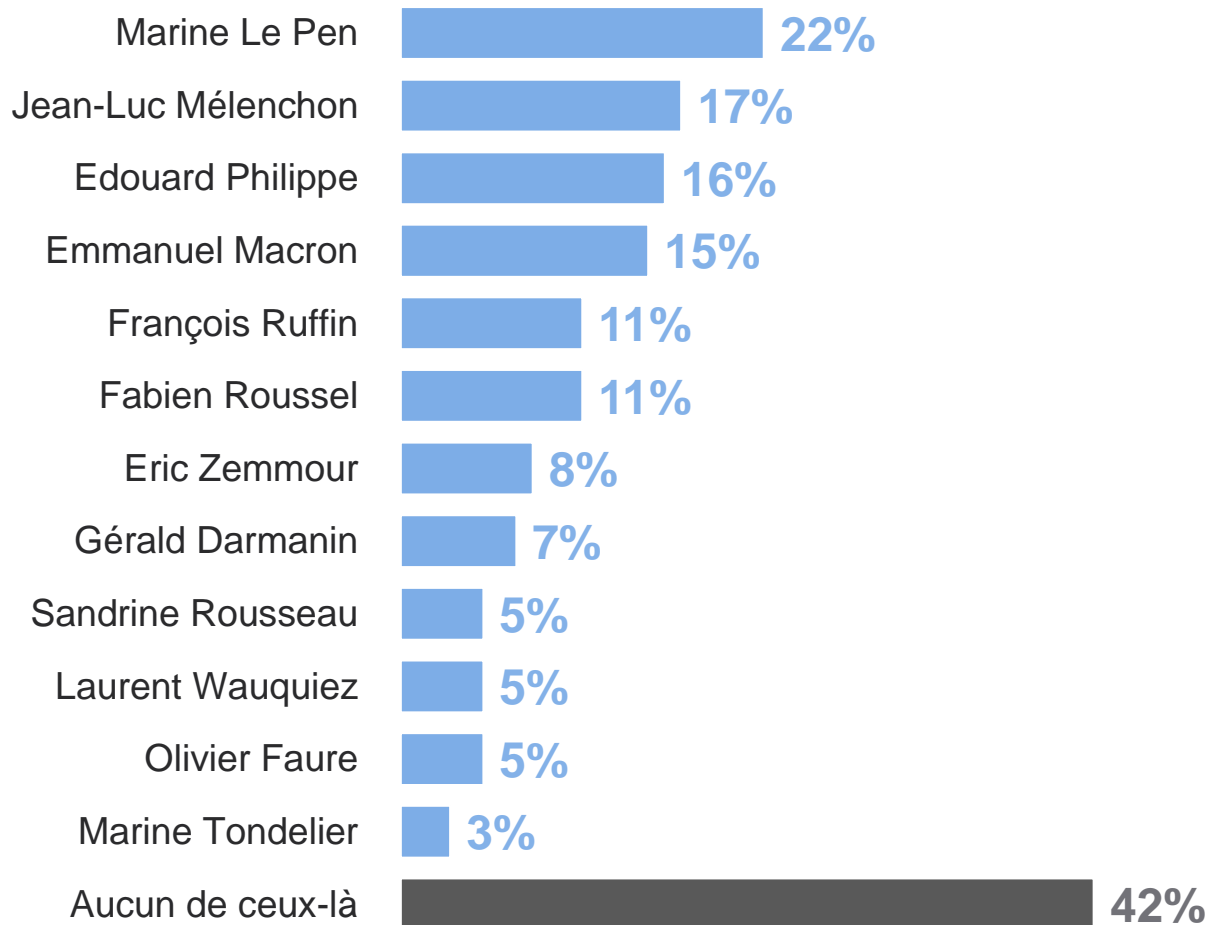


La personnalité politique perçue comme la plus susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens (1/2)

QUESTION : Et quelle personnalité politique serait selon vous la plus susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens ?

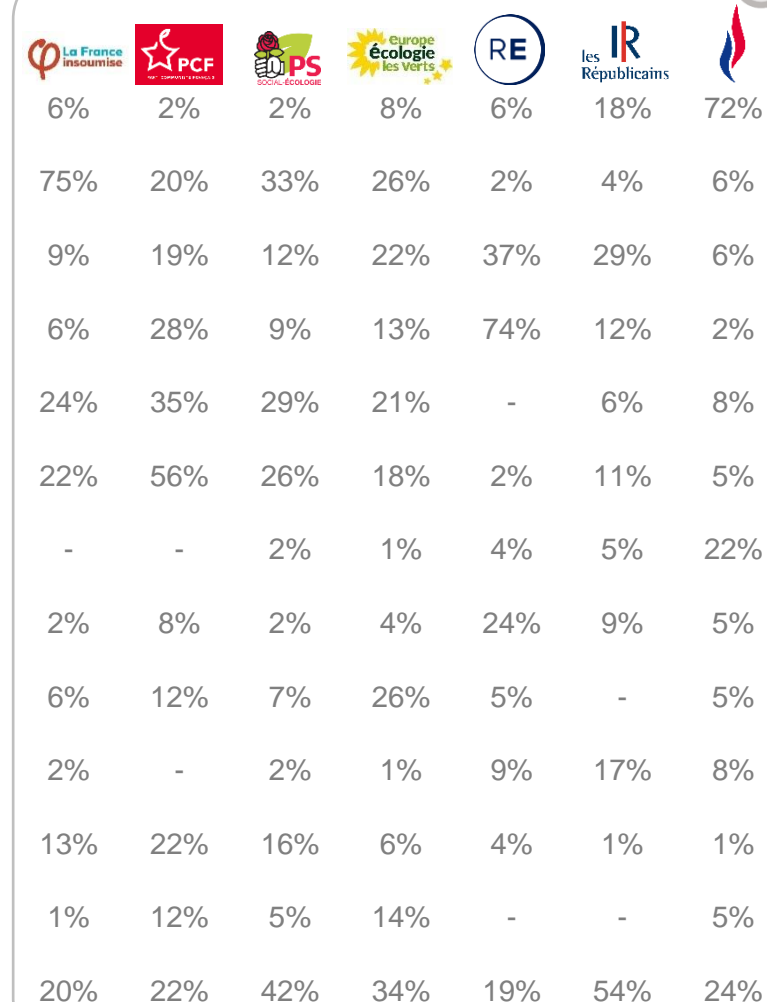
En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Réponses « Total des citations »



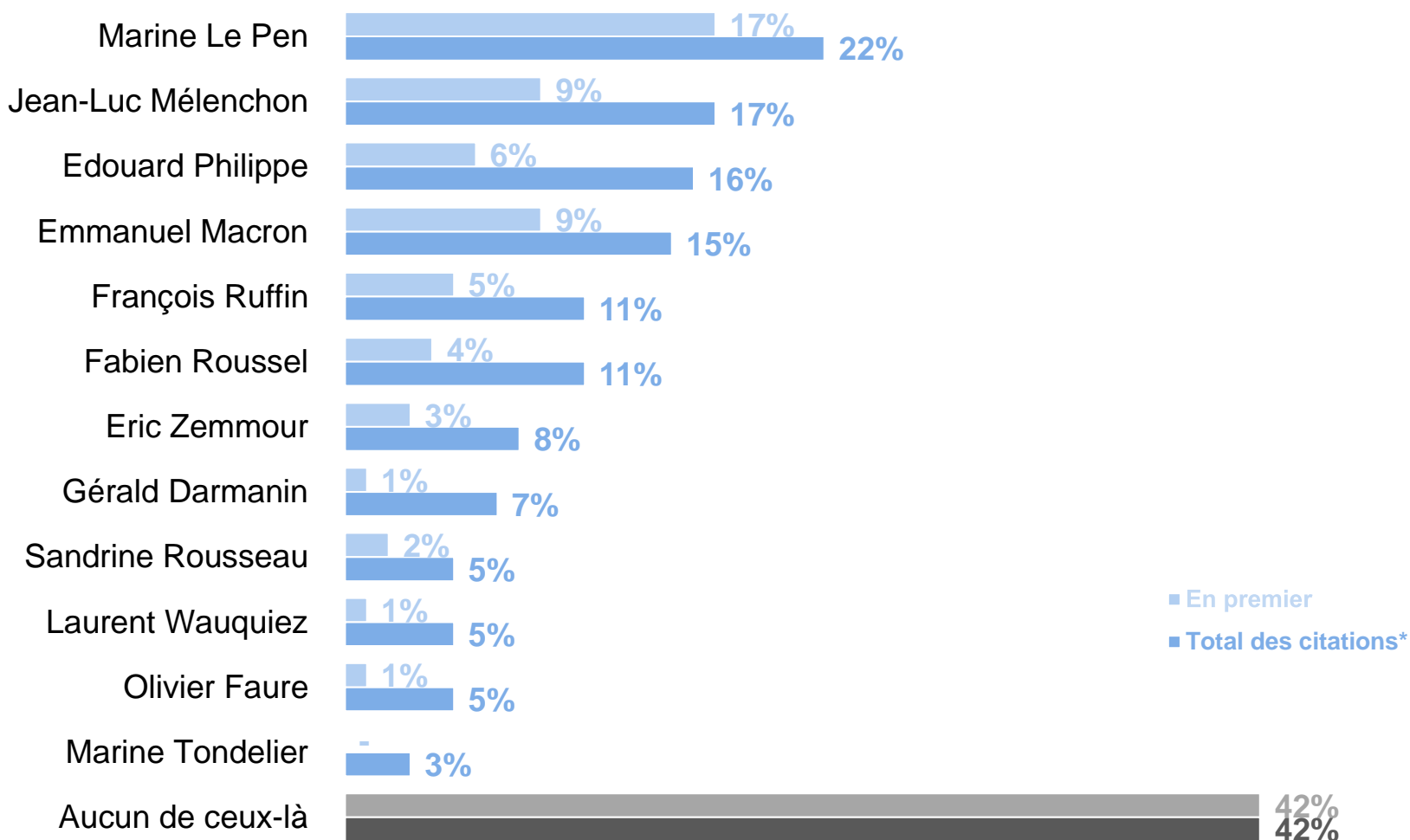
Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

- ZOOM -
en fonction de la proximité politique



La personnalité politique perçue comme la plus susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens (2/2)

QUESTION : Et quelle personnalité politique serait selon vous la plus susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens ?
En premier ? En deuxième ? En troisième ?



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses



03

LES PRINCIPAUX
ENSEIGNEMENTS

A la sortie de l'été et son cortège de temps libre et de loisirs, à l'heure de la reprise du travail, l'Ifop et l'Humanité Magazine ont interrogé les Français sur leur perception du bonheur et d'un droit qui y serait attaché. Si les Français se déclarent majoritairement heureux, tous ne pensent pas prioritairement à la politique comme moyen d'amélioration du niveau de bonheur de l'ensemble de la population.

- L'argent fait-il le bonheur ? Force est de constater au travers de cette étude que les catégories les plus aisées sont davantage disposées à se déclarer heureuses (88%) que les catégories les plus pauvres (59%). De manière plus générale, **près des trois quarts des Français se déclarent heureux (72%)**, dont 9% très heureux. A l'inverse, 28% ne se déclarent pas heureux, dont 6% « pas du tout ». **Quatre Français sur cinq (80%) estiment même qu'il devrait exister un « droit au bonheur »**. C'est davantage le cas des retraités (84%) et des catégories populaires (82%) que des cadres (69%).
- **Les acteurs perçus par le plus grand nombre comme pouvant agir sur le bonheur des citoyens sont le monde associatif (77% des Français le pensent) et les élus locaux tels les maires (76%)**. Viennent ensuite l'Etat (63%) et les entreprises privées (63%) tandis que les célébrités (53%), les syndicats (47%) et les partis politiques (45%) divisent plus.
- **Parmi les potentielles mesures étatiques perçues comme pouvant permettre d'améliorer le niveau de bonheur des citoyens, « augmenter le salaire minimum » (89%) et « investir davantage dans les services publics » (84%) arrivent en tête**. Trois Français sur quatre estiment également qu'un bonheur citoyen accru pourrait résulter d'un abaissement de l'âge de départ à la retraite (76%) et d'un investissement plus important dans les domaines de la culture, du loisir et du sport (74%). Ces mesures sont bien entendu mieux perçues à gauche mais n'en seraient pas moins des vecteurs éventuels de bonheur selon une nette majorité de l'ensemble de la population.
- Et si Marine Le Pen est la personnalité politique le plus souvent citée (22%) comme la plus susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens, cette perception varie bien entendu selon les préférences politiques de chacun. Jean-Luc Mélenchon arrive en deuxième position parmi l'ensemble des Français (cité par 17% d'entre eux) et en première parmi les sympathisants de gauche (45%). Le podium auprès des proches de formations de gauche est complété par Fabien Roussel (25%) et François Ruffin (25%). **Signe de la défiance ambiante qui entoure la politique toutefois, plus de deux Français sur cinq (42%) ne trouvent, parmi une liste d'une douzaine de personnalités publiques d'envergure, aucune figure qu'ils estiment susceptible de défendre un droit au bonheur pour tous les citoyens.**

CE QU'IL FAUT
REtenir...